



Notes sur la Couverture médiatique audiovisuelle

12 au 18 août 2015

Ce rapport vise à déterminer dans quelle mesure et comment les médias agissent comme agent de pacification ou plutôt comme amplificateur des tensions, à travers l'identification des propos incendiaires proférés dans les médias. Il sert également à observer les foyers de tension qui se manifestent dans le pays et qui reçoivent une couverture médiatique.

FOYERS DE TENSION

JIRAMA : DURCISSEMENT DE LA GREVE DE L'INTERSYNDICAL

Le conseil des ministres du 11 août a approuvé la mise en concession de la centrale thermique de Mandrozeza au profit de l'entreprise américaine SYMBION POWER, pour une durée de 20 ans. Cette décision a été l'élément déclencheur de la grève des syndicalistes au sein de la société d'approvisionnement en eau et électricité JIRAMA à Antananarivo. La manifestation s'est étendue jusqu'à Fianarantsoa où les employés ont également tenu un sit-in. Les syndicalistes d'Antananarivo sont néanmoins divisés à propos de l'opportunité de cette grève. Les présidents des syndicats SEMM et SAT ont invité les employés à reprendre le travail, ce qui a entraîné leur limogeage en tant que leaders syndicaux. L'aile gréviste d'Antananarivo a durci le mouvement le 13 août, en menaçant de couper l'accès à l'électricité pour trois ministères qui n'ont pas payé leur facture, à savoir le ministère des Finances et du Budget, celui de l'Eau et de l'Assainissement ainsi que le ministère de l'Energie. Le comité de grève et l'intersyndical de la JIRAMA ont mis à exécution leur menace, en procédant à la coupure de la distribution d'électricité au ministère de l'Eau, le 18 août, soit à l'expiration des 48 heures de préavis notifié dans la lettre adressée par l'intersyndical. Cette lettre demande aux ministères concernés de s'acquitter de leurs arriérés de 5 ans, qui s'élèvent à plusieurs milliards d'Ariary. Pour le cas du ministère de l'Energie, la facture réclamée par la société JIRAMA a déjà été réglée, d'après les explications des responsables. Parallèlement, le retour en force du délestage paralyse plusieurs secteurs économiques tels que touristique et artisanal, sans oublier les usagers qui expriment leur mécontentement.

*La nouvelle a été amplement abordée autant sur les chaînes nationales que privées. Toutefois, aucune d'entre elles ne s'est montrée rassurante ou du moins apaisante, à propos de l'évolution de la situation. L'on reconnaît ainsi **FREE FM**, **ANTSIVA**, **VIVA** et **KOLO** pour leur approche critique, voire alarmiste, évoquant notamment « des conséquences négatives pouvant toucher les prochaines générations ». Toutefois, bien que le danger de basculer en défaveur du gouvernement pour les factures impayées soit présent, la plupart des stations, incluant également **MATV**, **TV** et **Radio PLUS**, ont fait preuve d'impartialité lors du traitement de cette nouvelle, en affichant les différents points de vue, à la fois celui du gouvernement en place que celui des syndicalistes. Autre fait marquant également avec Sarika, l'émission d'analyse diffusée*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





sur la **TVM**. En effet, l'émission en elle-même se voulait en faveur de l'invité dans la mesure où il est membre de l'actuel gouvernement, mais le journaliste est resté impartial dans la limite où il n'a montré aucune affirmation visant à promouvoir ou à corrompre l'image de l'une ou de l'autre partie en cause dans l'affaire. **ANTSIVA**, **FREE FM** et **VIVA**, ne manquent pas de lancer des pics à destination du gouvernement central, entre autres pour son incompétence à gérer la situation. Une attitude critique nécessaire au traitement de l'information mais parfois elle tend à primer le commentaire sur le fait et ne fait valoir que les avis d'une partie des acteurs concernés.

PUBLICATION DES RESULTATS DES COMMUNALES SUR FOND DE POLEMIQUE

Les résultats provisoires des élections communales sont contestés dans plusieurs régions de l'île, et plus particulièrement à Fianarantsoa où le candidat du parti soutenant le régime en place, le HVM, sort vainqueur. Les candidats malheureux, le MAPAR, et les partis avec qui ils ont contracté une alliance montent au créneau et appellent au bon sens du Tribunal administratif pour sanctionner les dépassements commis dans le cadre de ce scrutin. En attendant les résultats définitifs, le désordre s'installe depuis le pillage de la station audiovisuelle VIVA à Fianarantsoa survenu à la date du 8 août 2015, acte d'ailleurs condamné par Reporters Sans Frontières, dénonçant « une atteinte à la liberté de presse durant la période électorale ». En même temps, la station VIVA de Toamasina est aussi la cible de tracts qui se propagent dans toute la ville. Le groupement MAPAR avertit qu'il se dégage de toute responsabilité quant aux manifestations pouvant semer des troubles après la publication des résultats définitifs et en tiendra, de ce fait, le tribunal administratif pour seul responsable. Lors d'une conférence de presse le 13 août dernier, il a réitéré que la formation sort vainqueur dans les 4 chefs-lieux de provinces du pays, y compris Fianarantsoa.

FREE FM et **VIVA** adoptent une approche aiguisant la tension et à la fois alarmiste, en montrant directement du doigt la CENI-T pour l'une, et le parti HVM pour l'autre, comme étant à l'origine d'une crise post-électorale. La station **VIVA** anime la tension en pointant directement du doigt le parti au pouvoir, le HVM, d'avoir propagé lesdits tracts à Toamasina. Par ailleurs, le pouvoir en place est présenté de manière négative à l'unanimité par les stations ayant couvert ces informations, étant accusé d'avoir soutenu les candidats coupables de fraudes. Il faut comprendre, en effet, que les chaînes nationales **TVM** et **RNM** jouent l'apaisement et rapporte de manière factuelle les nouvelles relatives aux contentieux électoraux. Les radios **ANTSIVA** et **FREE FM** raisonnent de manière à approfondir les informations pour mieux en saisir les tenants et aboutissants. Ainsi, ils consacrent un large créneau aux différents éléments d'information liés de près ou de loin au contexte électoral, tout en suivant l'évolution chronologique des faits. Les journalistes d'**ANTSIVA** et **KOLO TV** font la sélection des segments de communication diffusés dans leur programme, de façon à mettre en avant les éléments problématiques tels que le saccage survenu dans les locaux de la station VIVA. La

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



chaîne **TV Plus** a, quant à elle, voulu s'enquérir de l'avis des différents protagonistes dont le parti **HVM** au sujet des résultats publiés.

PROPOS ILLEGITIMES

Les émissions interactives ont été le théâtre de propos incendiaires se rapportant aux thèmes d'actualité, en l'occurrence la grève de la société **JIRAMA** et les élections communales, tandis que sur les chaînes télévisées, ces types de langage ont été principalement relevés dans les débats politiques et les programmes d'information.

CONTENTIEUX ELECTORAUX ET INTERVENTION DE « GROS BRAS » ET DE « MERCENAIRES »

Les résultats provisoires des élections communales continuent de faire jaser dans les médias. Les rumeurs de fraudes ou de « perspectives d'annulation des élections dans certaines grandes villes du pays » se font insistantes dans l'attente de la publication. L'on peut relever notamment que « la **CENI-T** et l'Etat se sont déjà concertés sur les résultats à promulguer », ou encore « Les tentatives de modification de procès-verbaux et de résultats enregistrés dans plusieurs parties de l'île ont été faites en complicité avec la **CENI-T** », ou bien que « les résultats des votes à **Fianarantsoa** ont été manipulés. La **CENI-T** et les dirigeants étatiques ont abusé de leur pouvoir ». Dans le programme d'information de **KOLO TV**, le politicien Laurent Ramarason soutient, en outre, que « les ministres sont en train de mettre la pression sur le tribunal administratif pour faire élire leurs poulains ».

L'on peut également remarquer une pluie de réactions négatives et diffamatoires à l'endroit d'un candidat du parti **HVM** qui serait « entré de force, accompagné de gros bras, le 29 Juillet 2015 devant le domicile du candidat du **MAPAR** **Eric Rakotonirina** et a battu la femme de ce dernier » (**FREE FM**). **Eric Rakotonirina** réitère, d'ailleurs, sur la télévision **VIVA** que « C'est vraiment le candidat du **HVM**, accompagné de jeunes gens et du chef fokontany qui est aussi son frère, qui a attaqué le lieu où ils ont séjourné avant les élections. Ils ont vu que nous étions appréciés de la population. Il a tenté de me tuer ce jour-là car il n'a pas peur de la prison puisqu'il appartient au parti au pouvoir ». Les journalistes de **FREE FM** et de **VIVA TV** se sont contentés de livrer ce témoignage mais ils n'ont pas essayé d'inviter l'autre protagoniste à réagir et apporter sa version des faits alors que son image a été ternie par les accusations de son concurrent.

Sur les chaînes **VIVA**, **TV PLUS**, **ANTSIVA**, **TVM** et **FREE FM**, ces mots-clés « gros bras » et « mercenaires payés par le parti **HVM** » reviennent à plusieurs reprises dans les discours. Ces gros bras qui sont parfois accusés par le journaliste de **VIVA TV** d'avoir saccagé la station **VIVA** de **Fianarantsoa** ou de vouloir en faire autant à la station de **Toamasina**. D'après les rumeurs véhiculées par la station, « le parti au pouvoir projette de bloquer la route aux véhicules qui transportent les équipements destinés à la station **VIVA** de **Fianarantsoa**. Des mercenaires

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





sont déjà prêts à détruire ces matériels en cours de route ». Sur **TVM**, le journaliste a récolté les avis des notables de Fianarantsoa, lors du JT, pour vérifier si le sieur Mamy Be « a rassemblé des mercenaires pour semer des troubles dans la capitale Betsileo ». Ces notables ont nié l'implication de la personne citée dans les actes de déstabilisation et affirmé qu'il s'agissait d'une rumeur sans fondement.

LES REPROCHES DE LALATIANA RAKOTONDRAZAFY A LALAO RAVALOMANANA

La concurrence politique a amené Lalatiana Rakotondrazafy, candidate aux élections communales à adresser des messages à caractère sexistes à l'endroit de Lalao Ravalomanana, candidate classée en haut de la liste lors de la publication des résultats provisoires publiés. Lors d'une intervention sur **VIVA**, la politicienne a clairement affirmé que « *Lalao Ravalomanana porte toujours le nom de son mari parce qu'elle n'a rien d'autre de solide* » et que son époux Marc Ravalomanana « *s'est servi d'elle comme un instrument pour accéder au pouvoir* ».

REMARQUES DESOBLIGEANTES ENVERS DIDIER RATSIRAKA

L'ancien Président sous la II^{ème} République, Didier Ratsiraka a donné une conférence de presse pour la sortie de son livre autobiographique. Tantôt il est la cible de propos diffamatoires, tantôt il en est l'auteur. Si Didier Ratsiraka est l'unique source de messages haineux sur la **RNM**, en raison de ses affirmations gratuites, il représente en contrepartie, une cible privilégiée des auditeurs dans les émissions interactives de **Radio PLUS** et **ANTSIVA**. Sur **ANTSIVA** effectivement, les appréhensions des politiciens et de l'opinion publique vis-à-vis de l'ex Chef d'Etat remontent à la surface : « *Ratsiraka a payé des jeunes pour brûler et détruire les magasins des Indo-Pakistanaï. Il a tué des jeunes dont on n'a pas retrouvé les corps jusqu'à présent* », « *Ratsiraka ne fait que raconter des histoires à dormir debout. [...] Qu'est-ce qu'il va pouvoir faire de toute façon puisqu'à lui seul, il n'arrive pas à tenir debout !* » Les auditeurs ne mâchent pas leurs mots pour qualifier l'Amiral de « *gros menteur* », ou de « *sale égoïste, indigne d'être un militaire* ». Et pour cause, il a déclaré sur la **RNM**, au sujet de la société **JIRAMA**, que « *les employés de la Jirama volent du cuivre et du fer, et vendent le carburant de l'entreprise aux privés* ».

COMMENTAIRES MEPRISANTS DANS LES EMISSIONS INTERACTIVES

Les auditeurs ont fait référence à plusieurs thèmes d'actualité dans les émissions interactives. L'on remarque toutefois une prévalence de discours haineux pour les sujets touchant la société **JIRAMA**, visant principalement la communauté internationale. Un auditeur de **Radio PLUS** fait ainsi part de ses craintes de manière peu commode, en affirmant que « *la société JIRAMA va être détruite, démantelée si on la laisse entre les mains des étrangers, qu'ils soient Européens, Américains ou Chinois* ». Ces commentaires prennent une dimension plus grave sur **ANTSIVA**, en ce que « *Certains Indo-Pakistanaï corrompent la Jirama* », aussi l'auditeur « *encourage la*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



*société Jirama à couper leur électricité ». Malgré ces dérapages, l'on note l'attitude des journalistes qui, la plupart du temps, reste spectateur des voix infondées, et ne s'érige à aucun moment, comme médiateurs. Ainsi, la menace d'un auditeur qui déclare : « Ramàka va passer à Fianarantsoa. Faites bien attention, sinon vous le regretterez ! Troubles et manifestations en vue, vous allez voir ! », a laissé indifférent l'animateur de l'émission sur **Radio PLUS**.*

COMMUNAUTE INTERNATIONALE : SOURCE DE TOUS LES MAUX

*« L'objectif de la Communauté internationale réside dans l'instauration de l'instabilité dans la Grande île surtout qu'il est probable que l'on découvre d'ici peu toutes les potentialités minières du pays ». Cette analyse du reporter de la radio ANTSIVA traduit bien le sentiment hostile envers la Communauté internationale véhiculé dans les médias, surtout dans le contexte électoral et économique actuel. Ce ressentiment conforte les intervenants, lesquels n'hésitent pas à affirmer, sur les ondes de **Radio PLUS** et ANTSIVA, que « les Chinois accaparent toutes les matières premières de l'île », que « La CI est derrière tous ces calculs politiques durant la période électorale » et que les dirigeants « travaillent encore pour les colons et ont comme objectif d'appauvrir encore plus notre pays » parce qu' « ils ont toujours été les marionnettes de ces colons ».*

Notons qu'aucun propos illégitime n'a été relevé sur la chaîne **MA-TV** durant cette période d'analyse.

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Honorine RAMISARIVelo: misa.ramisarivelo@eces.eu

Site Web : www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

